

Osons parler alcool !

Depuis février 2006, toutes les soirées étudiantes organisées par des bureaux des élèves ou des associations du Groupe ESA sont suspendues jusqu'à la fin de l'année scolaire. Cette mesure sans précédent a été prise à la demande des bureaux des élèves eux-mêmes à la suite d'une soirée où les dégradations ont été particulièrement graves. Comment en est-on arrivé là et que faire maintenant ?

Les Bureaux des élèves (BDE) constatent qu'il n'y a dorénavant plus « une seule soirée sans problème » et qu'il est de plus en plus difficile de louer des cars, ou de trouver des salles qui acceptent de recevoir des étudiants, avec des tarifs toujours en hausse... Phénomène aggravé par la dégradation de notre image dans le quartier compte tenu de la mauvaise tenue des étudiants qui se rassemblent bruyamment pour prendre le bus avant d'aller en soirée ou au retour.

Aujourd'hui, l'essentiel des fonds disponibles est consacré à financer les mesures de sécurité, non plus pour se protéger des indésirables mais pour protéger les étudiants contre eux-mêmes ! Toutes les mesures prises (comme par exemple l'interdiction d'apporter son propre alcool, contrôlée par une fouille au corps) trouvent rapidement un détournement (comme le phénomène de préchauffe où les étudiants se rassemblent préalablement pour boire par petits groupes).

Si la consommation de tabac commence à régresser chez les jeunes -preuve qu'il est encore possible avec de la volonté de lutter contre les dépendances-, en matière d'alcool la situation empire. A 18 ans, et en particulier pour les étudiants qui vivent loin de leurs parents, la consommation « régulière » d'alcool en France concerne 76 % des filles et 84 % des garçons. Dorénavant, deux jeunes sur cinq boivent de manière excessive, particulièrement les garçons, et un nombre croissant d'entre eux développe une dépendance réelle. On peut craindre le pire si l'on suit la voie des pays anglo-saxons.

Malheureusement, un nombre croissant de jeunes pense qu'il n'y a pas de bonne soirée sans perte de ses moyens. L'alcool, éventuellement mélangé à d'autres substances, leur permet d'atteindre l'ivresse, l'euphorie voire l'anéantissement. Un moyen selon eux efficace de s'amuser, d'échapper la réalité quotidienne, d'affronter les contacts

sociaux et de renforcer le sentiment d'appartenance au groupe, mais qui mène droit à l'alcoolisme. Une maladie qui touche un Français sur 10, provoque directement chaque année 23 000 décès et 45 000 indirectement (par cancer, maladies cardio-vasculaires, maladies digestives, « accidents »). L'alcool est impliqué dans 50 % des rixes, 50 % des actes de criminalité, 20 % des délits et 15% des accidents du travail.

Les institutions d'éducation doivent absolument s'interroger sur ce phénomène et tenter d'y apporter de vraies réponses. Entendre ce qu'il signifie en termes de mal être, de difficultés de communication et de relations avec les autres, de besoin de prendre des risques. Nous sommes donné six mois pour y réfléchir car ce n'est qu'en agissant sur les causes profondes qu'on traitera correctement le problème.

*Bruno Parmentier,
directeur général*

L'ESA est particulièrement interpellée

Notre école est touchée comme les autres écoles et les universités :

- Le statut d'étudiant est un facteur aggravant car, si les plus diplômés sont moins souvent sujets au tabagisme ou à l'excès de poids, ils sont davantage enclins à boire compte tenu des habitudes sociales spécifiques, et les soirées étudiantes du jeudi sont beaucoup plus à risques que les soirées « normales » du week-end !
- L'Ouest est la région la plus touchée de France. A tel point que les villes universitaires de Rennes et de Caen ont pris des mesures répressives spectaculaires, telle l'interdiction de la consommation d'alcool sur la voie publique les nuits du jeudi au vendredi. D'autres comme Angers s'interrogent.

Le Groupe ESA a enfin une responsabilité toute particulière dans ce domaine compte tenu de son statut d'école de viticulture, même si le vin

n'est en général pas impliqué dans ces débordements où dominent la bière et les alcools forts.

Un ensemble de mesures

Le Groupe ESA tente d'avoir une approche globale du problème. Dans un premier temps, plusieurs mesures ont déjà été appliquées :

- **Répression** : annulation d'événements étudiants (un week-end d'intégration, une réunion annuelle « Interagri »), et menace de passage devant le Conseil de discipline en cas de problème manifeste.
- **Prévention** : plus d'alcool sur le campus depuis septembre 2005, (incluant la bière dans les foyers des étudiants) ; la Direction se félicite de voir fleurir de nouvelles initiatives où la « musique vivante » remplace l'alcool et où on découvre qu'on peut aussi créer de l'ambiance avec des crêpes et du jus de fruits !

- **Éducation** : formations auprès des BDE sur le thème « comment maîtriser la consommation d'alcool quand vous organisez une soirée », intervention systématique de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie dans tous les établissements du Groupe ESA, etc. Le but est d'apprendre aux jeunes à vivre en équilibre dans une société où les drogues, légales ou illégales, sont omniprésentes et facilement accessibles.

- **Citoyenneté** : rédaction avec les BDE d'une « charte des soirées » avec signature obligatoire lors de l'achat de billets d'entrée ; travail avec la police de proximité, avec les services de la mairie, mais aussi avec les voisins pour essayer de concilier au mieux vie étudiante et vie dans la cité.

Bruno Parmentier